SEANCE DU 25 JUIN 2013

Présidence : Monsieur Paul MENARD

En ce deuxième Conseil de l'année, le Président salue la présence de :

Monsieur le Syndic,
Mesdames les Municipales, Messieurs les Municipaux
Mesdames et Messieurs les Conseillers,
le représentant de la presse,
le public.

▪ Ouverture de la séance

Le Président déclare la séance ouverte à 19h30

▪ Assermentations

Le Président procède à l'assermentation du suppléant, M. Benjamin MAGNENAT, en remplacement de M. Jonas BAUMGARTNER.

Il appelle M. Benjamin MAGNENAT à se lever et venir devant le bureau du Conseil afin de prêter serment, suivant l'article 5 du règlement du Conseil communal.

Après lecture du serment et à l'appel de son nom, Benjamin MAGNENAT lève la main droite et solennise la promesse légale.

Le Président remercie et souhaite la bienvenue au sein du Conseil communal de Saint-Cergue à ce nouveau conseil.

Le Président procède à l'assermentation de la nouvelle secrétaire Mme Thérèse Wegmüller.

Il appelle Mme Thérèse Wegmüller à se lever et venir devant le bureau du Conseil afin de prêter serment, suivant l'article 5 du règlement du Conseil communal.

Après lecture du serment et à l'appel de son nom, Mme Thérèse Wegmüller lève la main droite et solennise la promesse légale.

Le Président la remercie et lui souhaite la bienvenue au sein du Conseil communal.

▪ Appel

La secrétaire lit la liste des membres qui se sont excusés ou fait excuser :

Membres excusés :

M. André Stéphane
Mme Devaud-Praz Arlette
Mme Möckel Michèle
M. Moser Jean-Jacques
Mme Odermatt Maryclaude
M. Odermatt Gérard
M. Sordet Philippe
M. Velluz Daniel
M. Veluz Fernand

Membres non excusés :

M. Bezençon Jean-Luc
Mme Helfer-Caviller Marie-Joelle

Elle procède ensuite à l'appel nominal des membres du Conseil régulièrement assermentés :

38	membres présents
9	membres excusés
2	membres non excusés

▪ **Quorum**

Le nombre de membres élus assermentés étant de 49
Le nombre de membres pour le quorum est de 25
Le nombre de membres appelés est de 49
Le nombre de personnes participant au vote est de 38

Le Président ne participe au vote que pour départager celui-ci, selon l'article 29 du RC.

Le quorum étant atteint, le Président déclare que le Conseil peut valablement délibérer.

▪ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19 mars 2013**

Le Président passe à l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19 mars 2013, tel que présenté.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

D'approuver ce procès-verbal

par : 36 voix pour
1 abstention

▪ **Informations du bureau**

Correspondance concernant le Conseil communal

En dehors du courrier reçu de la part de M. Baumgartner, il n'y a pas d'autre information.

Nouvelle loi sur les Communes

Le Grand Conseil a adopté récemment une nouvelle loi sur les Communes. Cette loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2013 et a fait l'objet d'une communication dans la Feuille d'avis officielle du 5 mars 2013.

En conséquence, il faudra modifier le règlement du Conseil afin de le mettre en conformité avec la nouvelle loi d'ici au 1^{er} janvier 2014.

▪ **Informations de la Municipalité (sans discussion, ni vote)**

M. Thierry MAGNENAT, Syndic

Le remboursement du prêt de CHF 100'000.00 trésorerie Télé Dôle a été fait début juin 2013.

Démission de l'apprentie de 2^{ème} année suite à des divergences.

Depuis début avril, des agents de sécurité publique "ASP" sont chargés d'effectuer des rondes nocturnes pour maintenir l'ordre public.

Concernant la réunion du 4 juin 2013 sur l'amélioration de la sécurité publique et la mise en place d'un partenariat entre la population et la police, il y a 172 volontaires et 42 correspondants afin de renforcer la sécurité de la commune.

Pour la sécurité routière, il y a la possibilité d'installer des radars fixes. Le prix est d'environ 100'000 CHF par mois. L'investissement serait réalisé par la Commune qui devra partager les recettes avec le canton à hauteur de 50 % et ce jusqu'à remboursement des radars. Ensuite le tout est repris par le canton qui gère ces radars. Nous ferons un sondage d'opinion lors d'un prochain Conseil.

Concernant le PIR, une vingtième commune a accepté le programme. Vous trouverez tous les détails en ligne sur Internet.

Le dossier patinoire. La municipalité propose de former groupe *ad hoc* pour la campagne afin d'avoir un leader "pro patinoire" et un "anti-patinoire". Il serait prévu d'ouvrir les inscriptions au greffe dans le courant du mois de septembre 2013, pour ensuite entamer les démarches pour un débat public.

Un vote populaire serait prévu pour le mois de février 2014.

Mme Cornélia GALLAY, Vice syndic

Information concernant le Concours Fédération Vaudoise des Sapeurs-Pompiers. Mme Cornélie Gallay félicite l'équipe du SDIS de Saint-Cergue-Arzier et les excellents résultats.

Réponse au courrier déposé lors du dernier Conseil par M. Yves De Garrini concernant la Procédure d'aménagement du territoire communal.

Tous les plans de quartier, plans partiels et plans généraux d'affectation sont soumis à l'enquête publique, ensuite il y a une consultation, la rédaction d'un préavis, la rédaction d'un rapport de la commission urbanisme, l'adoption par le Conseil communal et finalement l'approbation par le Canton.

Chaque projet réalisé est encore soumis à une enquête publique.

Rappelons que la nouvelle loi limite l'étalement urbain, ce qui exige de travailler dans ce qui existe. Conséquemment, ceci implique une certaine densification.

Le plan directeur cantonal définit les différentes zones, celles qui se trouvent à l'intérieur des centres et celles hors du centre où il y a une limitation des besoins de zone à bâtir. Cette dernière se limite à 15 % d'augmentation de population par rapport à 2008. Le plan directeur cantonal demande le redimensionnement des zones à bâtir qui sont trop grandes. Elles peuvent être adaptées à la hausse s'il y a besoin. Rappelons que le plan directeur implique une révision du plan général d'affectation du Canton de Vaud pour 2018. La Municipalité quant à elle applique les règlements adoptés par les précédentes législations.

Rappelons aussi que la Municipalité informe régulièrement sur les lois et les règlements

La Municipalité peut affirmer qu'actuellement les parcelles en zone forêt ceinturant le village ne passent pas en zone à bâtir. Dans le futur, c'est l'étude du plan général d'aménagement qui définira les besoins et les zones.

La Municipalité actuelle a mis dans son plan d'investissement, en annexe du budget 2011-2016, la révision du plan général d'affectation. En 2014, un préavis est prévu pour que l'étude démarre. La Municipalité a informé à plusieurs reprises le Conseil communal et le Conseil urbanisme qu'ils seront impliqués et consultés lors de l'élaboration du plan général d'affectation.

Mme Danièle ANDRE, Municipale

Mme André n'a pas de points à présenter.

M. Martin JAUSSE, Municipal

Informe que l'esplanade de l'ancienne école est en phase de réalisation.

Concernant Parking de la Givrine, les plans sont en consultation auprès du canton. Dès le retour de cette consultation, ils seront mis à l'enquête.

Concernant les DDP, il n'y a pas pour l'instant de vente prévue.

Chalet d'Alpage en phase de réalisation

Chalet de la St-Cergue. La rénovation de la salle de bain promise depuis des années a démarré. Malheureusement, lors du chantier nous avons réalisé que ce n'était pas étanche. Nous devons prévoir des investissements chalet après chalet en fonction des besoins.

Chalet de Couvaloup. Il y a encore le service électrique à faire environs 4'000 CHF et un bassin doit être posé sous le lieu d'entreposage du fumier.

Chalet de la Prangine. Le raccordement d'eau a été fait. Le mur séparant la maison de l'écurie doit être fait

La grange de Guinfard sert de stockage pour l'instant. Pour le futur, nous prévoyons sa transformation en salle de manifestation.

Chalet sur France. Il n'y a pas de transformations prévues pour l'instant.

Ces investissements représentent environs 400'000 CHF

Les manifestations prochaines seront :

- 1^{er} août au Vallon
- 17 août La Mi-Eté
- 28 septembre 2013 La Désalpe
- Concernant le marché artisanal, il y a un problème organisation. A ce jour, nous sommes sans réponse du Comité d'organisation.

M. Pierre GRABER, Municipal

Sur le préavis numéro 21/2012 concernant le goudronnage du cheminement piétonnier, un budget de 74'000 CHF avait été prévu. Cependant, pour ce prix la couche de goudron n'aurait été que de 2 cm, ce qui pose un problème. En tenant compte des intempéries, ce revêtement n'aurait duré qu'un an. Nous avons renoncé à faire ces investissements et réduit les coups à CHF 58'700.

Pour ce prix là nous n'avons plus le goudronnage du parking mais seulement le cheminement route de la Prangine à la station électrique.

Pour octobre, un nouveau préavis concernant le goudronnage du parking avec une adaptation du prix est prévu.

Dans le montant des 58'700 CHF, il est prévu la pose des socles pour les luminaires telle que prévue dans le budget 2013.

Finalement, concernant la création d'un columbarium "Jardin du souvenir" la livraison est prévue pour septembre 2013.

▪ Approbation de l'ordre du jour

Le Président ouvre la discussion sur l'ordre du jour :

La parole n'étant pas demandée, le Président clôt la discussion et passe à l'approbation de l'ordre du jour tel que présenté.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

D'approuver l'ordre du jour

par : 36 voix pour
0 voix contre
1 abstention

▪ **Point n° 1 de l'ordre du jour**

Comptes 2012

Conformément à l'art. 100 du Règlement du Conseil communal, nous allons délibérer et voter séparément sur les comptes 2012 et sur la gestion.

J'attire votre attention sur le contenu de l'article 100 et autres articles importants en particulier les articles 93 et 97.

Nous commencerons par les comptes de l'année 2012 tels que présentés dans les rapports de la Municipalité et de la fiduciaire Busset que vous avez reçus.

Le Président donne la parole à M. Thierry MAGNENAT, Syndic et Municipal des finances pour des informations complémentaires :

PRESENTATION DES COMPTES 2012 par M. Thierry MAGNENAT

Le Président remercie M Thierry MAGNENAT pour cette présentation.

Rapport de la Commission de gestion :

Mme Sandra Sordet, présidente de la Commission de Gestion, présente le rapport de la commission. Elle indique, qu'à un moment donné, il faudra augmenter la marge d'autofinancement en augmentant nos impôts.

Elle conclue en soulignant que la Commission de gestion n'a pas d'éléments complémentaires à ajouter à la présentation des comptes 2012. Ce que l'on peut dire, c'est que la finance et les comptes sont un vaste sujet.

Ouverture de la discussion :

Le Président passe au traitement de la première partie du point 1 de l'ordre du jour, des comptes 2012, chapitre par chapitre :

Chapitre 1. ADMINISTRATION GENERALE

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 1. Administration générale.

La parole n'étant pas demandée, le Président passe au chapitre suivant.

Chapitre 2. FINANCES

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 2. Finances.

La parole n'étant pas demandée, le Président passe au chapitre suivant.

Chapitre 3. DOMAINES ET BÂTIMENTS

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 3. Domaines et bâtiments.

La parole n'étant pas demandée, le Président passe au chapitre suivant.

Chapitre 4. TRAVAUX

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 4. Travaux.

La parole n'étant pas demandée, le Président passe au chapitre suivant.

Chapitre 5. INSTRUCTIONS PUBLIQUES ET CULTES

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 5. Instruction publique et cultes.

La parole n'étant pas demandée, le Président passe au chapitre suivant.

Chapitre 6. POLICE

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 6. Police.

La parole n'étant pas demandée, le Président passe au chapitre suivant.

Chapitre 7. SECURITE SOCIALE

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 7. Sécurité sociale.

La parole n'étant pas demandée, le Président passe au chapitre suivant.

Chapitre 8. SERVICES INDUSTRIELS

Le Président ouvre la discussion sur le chapitre 8. Services industriels.

La parole n'étant pas demandée, le Président clôt la discussion sur les comptes 2012, chapitre par chapitre et ouvre la discussion générale sur les comptes 2012 :

La parole n'étant pas demandée, le Président clôt la discussion et passe au vote sur :

Les Comptes 2012.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- **D'approuver les comptes de l'exercice 2012, tels que présentés**

Par : 37 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **De donner décharge à la Municipalité pour sa gestion 2012**

Par : 37 voix pour
0 voix contre
0 abstention

Point n° 2 de l'ordre du jour

Préavis N°06/2013

Demande de crédit de 30'400 CHF pour le financement d'achat d'actions de TRIDEL SA par la SADEC SA.

Le président invite Monsieur le Syndic à présenter le point.

M. le Syndic n'a pas d'éléments à ajouter.

Le Président invite le Président de la Commission des finances à intervenir sur la question.

M. Denis Berger indique que le rapport de la commission des finances est suffisamment clair. Il souligne cependant que la confusion créée à la fin de l'année passée était liée à des erreurs de chiffres qui avaient été transmis à la municipalité. Lorsque la municipalité a constaté ces erreurs, elle a contacté la Commission des finances et corrigé le tir.

C'est la raison pour laquelle nous vous recommandons d'accepter le préavis.

La Commission des finances recommande au Conseil communal d'accepter le préavis municipal 06/2013 tel que présenté.

Ouverture de la discussion :

Q. M. Jean-Yves Fosserat

Pose une question sur la valeur nominale de l'action où il semble qu'il y ait une erreur sur le montant de la valeur de l'action. Il est indiqué 1000 CHF de valeur nominale. Il semblerait plutôt que cela soit 100 CHF si nous tenons compte du montant de 30'400 CHF du préavis.

R. M. le Syndic

Il faut effectivement préciser que la valeur de 1'000 CHF concerne la valeur de l'action TRIDEL. La Commune achèterait des actions de la SADEC qui elle-même ferait l'acquisition d'actions de TRIDEL d'un montant de 1'000 CHF par action. En d'autres termes, nous aurions une trentaine d'actions de TRIDEL.

Le Président ouvre à nouveau la discussion. La parole n'est pas demandée.

Le Président passe donc au vote sur :

Le Préavis N°06/2013 de demande de crédit de 30'400 CHF pour le financement d'achat d'actions de TRIDEL SA par la SADEC SA.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- **d'autoriser la Municipalité à acquérir 304 actions d'une valeur nominale de 100 CHF en tant que participation à l'augmentation du capital-actions de SADEC SA, pour le financement d'achats d'actions auprès de TRIDEL SA**
- **d'octroyer à cet effet un crédit de 30'400 CHF.**
- **de financer cet investissement par la trésorerie courante**
- **de ne pas amortir l'investissement**

par : 36 voix pour
0 voix contre
1 abstention

Point n° 3 de l'ordre du jour

Préavis N°07/2013

Demande d'adoption/révision du règlement sur la gestion des déchets et à l'introduction du principe de causalité pour la taxation des déchets.

Le Président indique qu'un nouveau document de la municipalité a été distribué en début de séance et que M. Pierre Graber aura l'occasion d'expliquer le pourquoi de l'arrivée de cette nouvelle version de ce règlement.

M. Pierre GRABER, Municipal :

Sur ce préavis, les changements principaux ont eu lieu sur le nouveau règlement communal de la gestion des ordures ménagères. Nous avons distribué un document corrigé en fonction des exigences du canton. En effet, nous avons dû soumettre ce nouveau règlement au canton. Malheureusement, ces corrections sont venues un peu trop tard après l'envoi de la convocation. Conséquemment, nous vous soumettons le document qui tient compte des corrections et modifications exigées par le canton. Ce sont des modifications mineures qui ne changent rien à la signification du règlement initialement envoyé. Vous noterez aussi qu'il y avait une faute de frappe dans le préavis. Il y avait un endroit où nous parlions toujours de taxe au ménage plutôt qu'à l'habitant. Je pense que c'est tout en ce qui concerne les modifications.

Le Président ouvre la période de discussion.

Comme il n'y a pas de question, le Président invite la Commission des finances à présenter son rapport.

Rapport de la Commission des finances

Mme Silke Gerlach présente le rapport de la Commission des finances.

Ce soir, nous recommanderons d'accepter ce nouveau règlement. Cependant, j'aimerais attirer votre attention sur le système de rétrocession. Notre commune a besoin de plus de temps et de distance pour ramasser le même tonnage que les autres communes. Il est important que la municipalité négocie la rétrocession.

Suite à l'intervention de la Commission des finances, le Président ouvre la discussion. Il n'y a pas de questions ni d'interventions.

Le Président invite le porte-parole de la Commission *ad hoc* à présenter son rapport.

Rapport de la Commission *ad hoc*

M. Yves De Garrini présente le rapport de la Commission *ad hoc*.

La Commission n'a rien à ajouter en particulier en ce qui a trait aux modifications apportées. Il indique que la collaboration entre la commission et M. Pierre Graber était adéquate. La commission recommande l'adoption du nouveau règlement.

Le Président remercie le travail effectué par les deux commissions, du travail qui a été engagé par l'ensemble des membres, en particulier ceux de la Commission *ad hoc* composé de Mme Maillefer, Mme Gerlach, Mme Lang et de M. De Garrini.

Le Président ouvre la période de discussion.

- Q. Mme Amandine Lohri
J'ai une question sur le rapport de la Commission *ad hoc* où vous mentionnez une prestation concernant l'élimination du plastique. Pourquoi ce matériel n'est pas intégré au nouveau règlement.
- R. Municipalité – M. Pierre Graber
En effet, cette prestation n'a pas été incluse dans les documents que vous avez sous les yeux. En fait, c'est une possibilité qui est apparue plus tard. Nous n'avons pas pu l'intégrer. Elle existe. Nous nous sommes renseignés. Notre boursier communal a enquêté sur l'élimination des encombrants plastiques pour savoir si nous pouvions avoir un ramassage séparé. A la suite de quoi, nous avons décidé d'intégrer l'élimination des encombrants plastiques à la déchetterie pour 2014.
- Q. Mme Amandine Lohri
Donc vous allez modifier le règlement
- R. Municipalité – M. Pierre Graber
Dans le règlement, c'est prévu dans la directive bien que non indiqué explicitement mais nous allons l'installer dans la déchetterie.
- Q. Mme Amandine Lohri
Pourquoi ne pas l'intégrer directement et ne pas avoir planifié ce type d'élimination en amont et élargir la réglementation aux déchets plastiques.
- R. Municipalité – M. Pierre Graber
La gestion des plastiques est complexe parce qu'il existe des milliers de sortes de plastiques. Pour être recyclés, les plastiques doivent être classés. Nous ne pouvons pas nous le permettre à la déchetterie. La seule chose que nous pouvons nous permettre, c'est de les récolter dans un site propre afin qu'ils soient incinérés ultérieurement. Ils ne peuvent pas être destinés à une filière de récupération. C'est pour cette raison qu'il n'y aura pas de séparation des plastiques.

Rem. Mme Amandine Lohri
J'aurai aimé une autre réponse à ma question

Le Président intervient pour mettre fin aux échanges.

Rem. Municipalité – M. le Syndic
Seulement pour dire à Mme Lohri que c'est un sujet sur lequel il y a du tâtonnement. Certaines communes l'ont introduite, d'autres pas du tout. Il n'y a pas de filière aujourd'hui convaincante quant à la récupération de ce type de déchet. Nous en sommes au début. Nous allons entrer progressivement le déchet encombrant. C'est celui qui suscite le plus de controverses. Nous allons faire un suivi de la déchetterie et verrons à ce moment quand il sera opportun d'intégrer la filière plastique.

Q. Mme Anne Combes–Meylan
J'ai une question que j'adresse à la Municipalité. Qu'avez-vous prévu en ce qui concerne les déchets sauvages.

R. Municipalité – M. Pierre Graber
Oui c'est prévu. D'ailleurs, toutes les communes sont au même tarif. Il est prévu un coulage d'environ 5 % qui serait dû à l'abandon de sacs poubelles dans la forêt ou des choses comme ça. Oui, c'est prévu dans nos comptes. Nous avons aussi prévu des rétorsions contre les coupables qui abandonneraient les sacs dans la nature. Ils seront poursuivis. Ce sera aussi la même procédure pour les gens qui abandonneront les sacs noirs dans les containers au lieu d'utiliser les sacs taxés. Toutes les communes sont passées par là. Après quelques mois, cela a tendance à se stabiliser.

Q. Dr. James Alexander
La taxe aux sacs est une incitation au tri. Le corolaire, c'est que je souhaiterais que la déchetterie soit ouverte plus longtemps. Aujourd'hui cela correspond à 7 % du temps.

R. La Municipalité – M. le Syndic.
Si on compte le temps de sommeil, le chiffre de 7 % est sans doute juste. Mais plus sérieusement parlant, nous avons une déchetterie qui est un modèle dans le district. Justement parce qu'elle a un taux de récupération très élevés et c'est aussi grâce aux heures d'ouverture. De temps en temps, la Commission de gestion et la Commission des finances nous rappellent que cette déchetterie nous coûte cher et ce coût est relié notamment aux heures d'ouverture. Je pense que nous avons un équilibre joliment correct et il sera difficile, sans engager des frais supplémentaires, d'augmenter sensiblement les horaires.

Q. M. Jean-Yves Fosserat
Pose la question sur les coûts proposés et les effets sur les familles. Particulièrement, certaines familles avec enfants payeront le double que ce qu'elles paient actuellement. Comment justifier cet écart.

R. La Municipalité - M. Pierre Graber
Pour répondre à cette question, il faut rappeler que la taxe forfaitaire sera de 98 CHF et non de 120 CHF. Il est vrai et vous avez raison, les familles avec de jeunes adultes de plus de 18 ans payeront plus que maintenant. Par contre, ceux qui vivent seul ou en couple, la situation sera inverse. Cette nouvelle politique du pollueur payeur est plus avantageuse pour les célibataires et les couples et c'est au détriment des familles, je suis d'accord.

Q. M. Jean-Yves Fosserat
Dans le règlement il est bien indiqué 120 CHF.

R. La Municipalité – M. Pierre Graber
Le montant de 120 CHF indiqué dans la directive concerne le montant maximal. Au 1^{er} janvier 2014, ce sera un montant de 98 CHF qui s'appliquera.

La parole n'étant plus demandée, le Président clôt la discussion et passe au vote sur:

Le préavis N°07/2013 de demande d'adoption/révision du règlement sur la gestion des déchets et à l'introduction du principe de causalité pour la taxation des déchets.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- **d'autoriser la Municipalité à mettre en application le concept de la taxe au sac sur le territoire communal dès le 1er janvier 2014**
- **d'accepter le règlement communal sur la gestion des déchets**
- **d'annuler tous les précédents règlements concernant la gestion des déchets et la couverture des frais y relatifs**

par : 25 voix pour
8 voix contre
4 abstentions

Point n° 4 de l'ordre du jour

Préavis N°08/2013

Demande d'adhésion à l'Association intercommunale en matière de défense incendie et secours et l'adoption des statuts de l'Association intercommunale SDIS Nyon-Dôle.

Le président donne la parole à la Municipalité.

Mme Cornélia GALLAY, Municipale :

Juste pour dire deux mots. Il est vrai que nous arrivons à la fin d'un processus très long de près de 3 ans. Bien sur, toute l'évolution a commencé beaucoup plus tôt. Pour votre information, la commune d'Arzier a voté le 3 juin 2013 les statuts qui ont été acceptés à l'unanimité.

Le Président donne la parole au représentant de la Commission *ad hoc*.

Rapport de la Commission ad 'hoc

M. Gilles Däscher présente le rapport de la Commission.

Il n'est pas question pour la Commission *ad hoc* de remettre en question un travail qui a duré plus de trois ans. Nous pensons que cette évolution est positive pour la commune. Il n'y aura pas de coûts supplémentaires dans ce projet. Et nous aurons, comme l'indique notre rapport un service professionnel, si ce n'est déjà pas très professionnel à Saint-Cergue. Nous vous recommandons l'adoption de ce préavis.

La parole n'étant plus demandée, le Président clôt la discussion et passe au vote sur :

Le préavis 8/2013 de demande d'adhésion à l'Association intercommunale en matière de défense incendie et secours et l'adoption des statuts de l'Association intercommunale SDIS Nyon-Dôle.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- **d'adhérer à l'association intercommunale en matière de défense incendie et secours SDIS Nyon-Dôle**
- **d'adopter les statuts de l'association intercommunale SDIS Nyon-Dôle**
- **de financer l'adhésion au SDIS Nyon-Dôle par la trésorerie courante**

par : 37 voix pour
0 voix contre
0 abstention

Point n° 5 de l'ordre du jour

Préavis N°09/2013

Demande de modification de l'article 3 de l'annexe II au règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux.

Le Président donne la parole à la Municipalité.

Mme Cornelia Gallay ne demande pas la parole.

Le président donne la parole au représentant de la Commission des finances.

Rapport de la Commission des finances :

Le représentant de la Commission des finances n'a rien à ajouter.

Le Président ouvre la discussion sur le préavis No 09/2013.

La parole n'étant pas demandée, le Président clôt la discussion et passe au vote sur :

Le Préavis N°09/2013 de demande de modification de l'article 3 de l'annexe II au règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- **d'autoriser la Municipalité à modifier l'article 3 de l'annexe II au règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux**
- **d'adopter l'annexe III au règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux**

par : 34 voix pour
1 voix contre
2 abstentions

Point n° 6 de l'ordre du jour

Préavis N°10/2013

Demande de crédit de 60'000 CHF pour l'étude et la réalisation d'un PPA pour une zone artisanale forestière.

Le Président donne la parole à la municipalité.

M. le Syndic

Mme Cornelia Gallay va vous présenter une démarche complémentaire suite aux discussions que nous avons eues avec la Commission des finances puisque nous vous proposons de réfléchir en direct ce soir et de collaborer avec nous pour trouver une solution. Donc, je laisse la parole à Mme Gallay qui nous présentera le contexte et le résultat de la discussion avec la Commission des finances.

Mme Cornelia Gallay

Merci M. le Syndic. Je vais commencer avec un bref historique. Effectivement, où on a commencé à remettre en état la décharge en Bournesain, il avait été évoqué d'étendre la zone artisanale existante afin de permettre que les activités qui se trouvaient à partir de la zone artisanale existante puissent être légalisées. Il y a eu en 2009, une séance avec les services de l'Etat ainsi qu'avec les riverains parce qu'effectivement la solution envisagée n'était pas la meilleure des solutions. Donc, il a été décidé, à cause de la production des eaux et du bruit, de faire une recherche d'un site ailleurs sur l'entier du territoire communal.

Donc en 2010 nous avons fait une étude préliminaire pour trouver des sites et nous avons fait une étude de faisabilité d'une nouvelle zone artisanale en forêt pour tous les artisans. Nous avons présenté cette étude auprès des services de l'Etat en tant que demande préliminaire et en même temps, nous avons fait une demande pour l'extension à côté de la zone artisanale actuelle, d'un parking, puisqu'il y avait une demande par les artisans pour qu'ils puissent se garer et utiliser les surfaces pour leurs activités et non pas pour garer les voitures.

En décembre 2010 nous avons reçu le retour, le préavis des services de l'Etat qui était d'accord d'entrer en matière pour une nouvelle zone artisanale en forêt, mais il y avait deux conditions. Il fallait qu'on engage un bureau d'urbanisme, parce que jusqu'à ce moment, nous avons travaillé avec un bureau d'ingénieurs qui avait fait le plan partiel d'affectation de la déchetterie et que cette zone serait réservée à la première transformation du bois. Nous avons eu un préavis négatif du CESA pour l'extension de la zone en parking.

En 2011, nous avons essayé d'avancer sur ce dossier, nous avons rencontré les services de l'Etat. Premièrement, pour exprimer notre problématique des entreprises forestières qui faisaient à la fois de la première transformation du bois, des activités artisanales et du déneigement. Nous avons rencontré le CESA et nous avons trouvé un accord pour entrer en matière sur un parking jouxtant la zone artisanale. Bien sûr à certaines conditions pour la protection des eaux.

En 2012, nous avons à nouveau rencontré les entreprises pour savoir si nous pouvions les séparer sur plusieurs sites et avoir la surface demandée au départ. Nous avons redimensionné les surfaces et ensuite nous sommes arrivés sur ce préavis où nous avons un devis par un bureau d'urbanisme qui se lui est axé sur cette faisabilité d'un PPA sur le site du Corps de garde. C'était l'endroit qui avait été déterminé comme le plus judicieux.

Aujourd'hui nous nous trouvons dans une situation où ne nous pouvons pas travailler sans avoir un crédit d'étude. Donc, il nous faut crédit d'étude pour pouvoir engager un bureau d'urbanisme pour aller de l'avant dans la recherche d'une zone ou de plusieurs zones.

Donc, sur la base du préavis que nous avons fait, nous voulons faire la proposition au Conseil communal et suite aux discussions que nous avons eues avec la Commission des finances, de recadrer l'étude en incluant dans le préavis une étude urbanistique globale qui définirait les besoins futurs et faire par la suite l'étude de faisabilité en forêt. Nous souhaitons donc ne pas se fixer sur une seule zone, reprendre l'analyse sur la totalité et essayer de trouver un endroit qui serait compatible pour tous les artisans. Si ce n'est possible, de pouvoir travailler sur d'autres propositions qui seraient évidemment présentées au Conseil communal ultérieurement.

Pour ce faire, le Conseil communal doit faire un amendement. Nous proposerions de modifier le préavis en maintenant le montant de 60'000 CHF mais en ouvrant le sujet de l'étude à une zone artisanale et à une zone artisanale forestière.

Le Président demande au représentant de la Commission des finances de présenter son avis.

Rapport de la Commission des finances :

M. Denis Berger

Je remercie avant tout la municipalité pour avoir fait cette présentation. Nous avons discuté du montant d'étude qui aurait été limité à l'activité artisanale forestière exclusivement. Suite à la présentation de notre rapport initial, nous avons été contactés par la municipalité pour participer à une séance extraordinaire afin de revoir notre position par rapport à la présentation qui vous a été faite.

Comme vous l'avez vu, vous avez aussi reçu un rapport minoritaire de M. Gabriel Galibourg, son point de vu étant que Saint-Cergue est une commune forestière et qu'il faille supporter prioritairement cette activité.

Il est évident que sur le plan financier ce préavis souffre de lacunes puisque le retour sur investissements est loin d'être certain. Toutefois, il est important de ne pas se limiter à la seule

étude financière des données brutes du préavis .Mais aussi d'y ajouter les impacts financiers secondaires en libérant de la place et en amenant de nouvelles entreprises à Saint-Cergue.

Le but principal est de trouver des solutions à Saint-Cergue, d'éviter des déplacements inutiles et de garder nos entreprises sur place.

Avec cette nouvelle proposition de la municipalité, la commission des finances revient sur la conclusion de son rapport et d'accepter ce préavis.

Le Président rappelle la procédure qui consiste en premier lieu à voter sur l'amendement. Il propose à la Commission des finances de présenter l'amendement suivant :

Remplacer « zone artisanale forestière » par «zone artisanale et zone artisanale forestière »

La Commission des finances propose l'amendement tel qu'indiqué.

Le Président ouvre la discussion.

Q. Mme Christiane Maillefer

L'amendement porte-t-il aussi sur plusieurs sites comme indiqué dans le préavis.

R. La Municipalité – Mme Cornelia Gallay

Le but de la première étude était de déterminer si le site choisi était judicieux et éventuellement de trouver un autre site. Cependant, dans la mesure où un bureau d'urbanisme est engagé, il faut profiter pour voir s'il n'y a pas d'autres idées.

Rem. M. Jean-François André

Concernant le site de Guinfard, il faut rappeler que le site n'est pas accessible en camion.

R. La Municipalité – Mme Cornelia Gallay

Effectivement, le site de Guinfard n'est pas accessible par camion l'hiver. De plus, ce site ne serait pas utilisé toute l'année pour des forestiers comme cela avait été prévu.

Q. M. Yves De Garrini

Comment se fait-il que la Commission d'urbanisme n'ait pas été engagée dans ce processus.

R. La Municipalité – Mme Cornelia Gallay

La question ne concerne pas l'amendement. Deuxièmement, le crédit demandé concerne une étude d'aménagement. Il ne s'agit pas d'analyser les études qui ont été faites antérieurement. La Commission d'urbanisme a été informée au fur et à mesure de ce que nous faisons. Ils savent que nous étudions une zone artisanale.

La parole n'étant plus demandée, le Président clôt la discussion et passe au vote sur l'amendement de la Commission des finances:

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- **D'accepter l'amendement pour remplacer "zone artisanale forestière" par "zone artisanale et zone artisanale forestière" du préavis N° 10/2013 :**

par : 34 voix pour
1 voix contre
2 abstentions

L'amendement étant adopté, le Président ouvre la discussion sur le préavis amendé.

La parole n'étant plus demandée, le Président clôt la discussion et passe au vote sur :

Préavis N°10/2013 concernant une demande de crédit de 60'000 CHF pour l'étude et la réalisation d'un PPA pour une zone artisanale et une zone artisanale forestière

- **d'octroyer à la Municipalité un crédit de CHF 60'000 pour l'étude et la réalisation d'un PPA pour une zone artisanale et une zone artisanale forestière**
- **d'amortir en une fois par la trésorerie courante**

par : 31 voix pour
3 voix contre
3 abstentions

Point n° 7 de l'ordre du jour

Réponse au postulat de Mme Silke Gerlach

Le Président rappelle l'historique de ce postulat.

Le 11 septembre 2012, un postulat a été présenté concernant la sécurité sur le trajet entre la Bourriaz et la gare de la Cure. Plus particulièrement, la question était posée quant à la modification éventuelle de la signalisation routière sur les limitations de vitesse.

Vous avez reçu la réponse de la Municipalité en début de séance.

Le Président donne la parole à la municipalité.

M. Pierre Graber

Pour répondre au postulat de Mme Gerlach, nous avons étudié trois différentes mesures possibles. La première concernait la création d'un cheminement piétonnier pour un prix devisé se situant entre 190'000 CHF à 220'000 CHF (prix hors taxe). La position de la Municipalité compte tenu de ces frais énormes est de s'opposer à cette première mesure. Dans un deuxième temps, nous avons contacté le voyer du canton en lui demandant s'il était possible d'abaisser la limitation de vitesse à 60km/heure. Avec cette mesure nous avons aussi essuyé un refus. Par contre le voyer cantonal nous a proposé de déplacer la limite du 50 km/heure en amont du carrefour de la Bourriaz ce qui impliquerait pour la commune un déplacement de la route intra localité 265 m. Ce qui veut dire que la charge d'entretien de ces 265 m reviendrait à la commune. En contrepartie, le canton propose de récupérer quelques 110 mètres côté montagne Les Chesaux à la sortie de Saint-Cergue en déplaçant le panneau de limitation de 50 km/heure plus près du chemin de la Carrière.

Conséquemment, nous aurions 150 mètres de plus à notre charge. J'ai eu un contact ce soir avec le voyer du Canton. Le coût serait de 40. CHF le mètre linéaire par année. Ce montant pourrait monter à 55 CHF dans le cas d'un hiver rigoureux soit un montant global se situant en entre 6'000 CHF à 8'000 CHF par année.

Donc, si nous comparons ce montant à celui de la création d'un trottoir, il faudrait plusieurs années pour amortir cette somme.

Le Président ouvre la discussion.

Q. Mme Anne Combes – Meylan
Qu'en est-il de la signalétique.

R. La Municipalité – M. Pierre Graber
Nous ne proposons rien d'autres que de modifier la signalétique. Nous avons les résultats d'une étude sur la vitesse dans cette zone. La vitesse maximale enregistrée était de 66 km/heure. C'est la raison pour laquelle le voyer propose d'abaisser la vitesse à 50 km/heure. Cela devrait être suffisant pour améliorer la sécurité.

Le président demande s'il y a d'autres questions ou interventions.

Q. Mme Anne Combes – Meylan
Qu'est-ce que la municipalité a à offrir à la population de Saint-Cergue comme concept de sécurité.

R. La Municipalité – M. le Syndic
Nous répondons au postulat. Il faut toujours mettre en relation avec les finances. Je vous rappelle seulement qu'avec les bénéfices normaux de l'année passée, le seul investissement que nous consacrons c'est un trottoir à la Cure. La sécurité a aussi un prix quand c'est la collectivité qui la paye et aujourd'hui nous n'avons pas les moyens d'aller plus loin. C'est ce que nous pouvons proposer. Nous ne pouvons pas proposer la solution parfaite lorsque nous n'avons pas les moyens.

Rem. La Municipalité – Mme Cornelia Gallay
On sent qu'il y a beaucoup de questions sur la sécurité. Lorsque nous avons organisé la séance publique sur le quartier des Tencoys, nous n'avons parlé presque exclusivement de sécurité des piétons, la largeur des routes et les vitesses. Au cours des discussions avec le voyer, nous avons posé la question de la localisation des endroits à risques. Nous nous penchons sur ces questions sérieusement.

Rem. Mme Silke Gerlach

Remercie la Municipalité pour la réponse apportée au postulat.

Le président clôt le point 7.

Point n° 8 de l'ordre du jour

Election d'un membre à la Commission de gestion

Le Président indique que suite à la démission de M. Jaunas Baumgartner, Conseiller communal et membre de la Commission de gestion, il convient d'élire un nouveau membre pour cette commission.

Le Président demande s'il y a des propositions.

M. Cédric Demierre propose M. Maurice Creppin.

M. Maurice Creppin, accepte la proposition de candidature.

Le Président demande s'il y a d'autres propositions.

M. Maurice Creppin est le seul candidat au poste de membre de la Commission de gestion.

M. Maurice Creppin est donc élu par acclamation.

Point n° 9 de l'ordre du jour

Election du bureau et des suppléants

Comme l'indique le règlement du Conseil communal, le Bureau du Conseil doit être réélu sur une base annuelle. Le Président indique qu'aucun membre n'a à ce jour indiqué son désir de démissionner du Bureau.

Election du Président du Conseil communal

Nous allons donc passer à l'élection du Président.

M. Paul Ménard, indique qu'il n'est pas démissionnaire et qu'en conséquent il est prêt à poursuivre son mandat une année supplémentaire.

Le Président demande s'il y a d'autres propositions de candidature. Il n'y a aucune autre proposition.

M. Paul Ménard est donc réélu au poste de Président du Conseil communal par acclamation.

Election du Vice-Président du Conseil communal

Le Président indique qu'aujourd'hui le Vice-président du Conseil communal est M. Arnaud André. Le Président lui demande s'il désire renouveler son mandat.

M. Arnaud André indique à l'assemblée qu'il a pris la décision de suivre une formation au niveau fédéral comme sapeur-pompier et ne souhaite pas renouveler son mandat.

Le Président demande s'il y a d'autres candidatures.

M. Yves De Garrini propose Mme Karine Ringenberg qui décline cette proposition.

Le Président demande à Mme Christiane Maillefer si elle accepterait d'occuper le poste de Vice-présidente. Celle-ci décline cette proposition pour des raisons de surcharge de travail.

Le Président demande à Mme Anne Combes-Meylan qui accepte la proposition.

Mme Anne Combes-Meylan est élue par acclamation au poste de Vice-présidente du Bureau du Conseil communal.

Election des scrutateurs

Le Président indique que les scrutateurs actuels, M. Michel Chavaillaz et M. Fernand Veluz ne sont pas démissionnaires.

Le Président demande s'il y a d'autres candidatures.

Il n'y a pas d'autres propositions.

M. Michel Chavaillaz et M. Fernand Veluz sont élus par acclamation Scrutateurs du Bureau du Conseil communal.

Election des Scrutateurs suppléants

Les scrutatrices actuelles sont Mmes Murielle Jelk et Amandine Lohri. Elles ne sont pas démissionnaires.

Le Président demande s'il y a d'autres candidatures.

Il n'y a pas d'autres propositions.

Mmes Murielle Jelk et Amandine Lohri sont élues par acclamation Scrutatrices suppléantes du Bureau de Conseil communal.

Election d'un Vice-secrétaire.

Le Vice-secrétaire actuel est M. Jean-Luc Bezençon. Il n'est pas démissionnaire.

Le Président demande s'il y a d'autres candidatures.

Il n'y a pas d'autres propositions.

M. Jean-Luc Bezençon est élu par acclamation Vice-secrétaire du Bureau du Conseil communal.

Point n° 10 de l'ordre du jour

Propositions individuelles et diverses

Le Président

Nous allons passer maintenant au point propositions individuelles et diverses.

Sécurité au niveau du restaurant Le Rando-Burger

Q. Mme Magali Borgeaud dit-Avocat

Je voudrais parler de la question de la sécurité, en particulier en ce qui concerne le trottoir en face du Rando-Burger au niveau de ce bâtiment. Je remarque qu'il y a souvent des piétons qui passent à ce niveau. Le lieu est étroit et je me demandais s'il était possible de mettre un panneau pour indiquer aux piétons de passer de l'autre côté et de ne pas se limiter à la ligne jaune.

R. La Municipalité – M. Pierre Graber

Cette ligne jaune de par sa largeur et sa longueur a créé beaucoup de débats. Nous avons consulté les autorités cantonales qui nous ont recommandé de maintenir la ligne. Par contre, nous pourrions mettre deux petits potelets. De plus, la ligne indique aux automobilistes qu'ils ne doivent pas raser la maison. Nous pouvons cependant admettre que cela peut causer un faux sentiment de sécurité. Cependant, je le rappelle, les spécialistes de la sécurité routière du canton nous recommandent de laisser cette ligne.

R. La Municipalité – M. le Syndic

Effectivement, il y a eu plusieurs aller-retour (panneau, ligne blanche, ligne jaune, etc.) Comme l'indique M. Pierre Graber, l'actuelle solution est sans doute la moins pire. Nous ne pouvons de doute façon pas empêcher les gens de passer à ce niveau.

Rem. La Municipalité – Mme Cornelia Gallay

Le trou en face du Rando-Burger est dû à l'affaissement des écoulements. Les travaux sont réalisés par la commune. Vous verrez donc les coûts de ces travaux dans les comptes.

Rem. Mme Christiane Maillefer

Soulève un point relatif à la sécurité dans la commune.

D'autres interventions se font sur la sécurité.

A la suite de ces interventions, le Président clôt les discussions, la parole n'étant plus demandée.

Le Président met fin à cette séance du Conseil communal à 22H15.

Il rappelle finalement que le prochain Conseil communal aura lieu le mardi 8 octobre 2013 à 20h00

Le Président

La secrétaire

Paul Ménard

Thérèse Wegmuller